



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Préfet de l'Aisne

*Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement de Picardie*

Soissons, le **15 AVR. 2014**

Unité Territoriale de l'Aisne

Subdivision 2

47, Avenue de Paris

02200 SOISSONS

☎ 03.23.59.96.12

Fax : 03.23.59.96.00

Affaire suivie par : Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES

Mel : nathalie.estkowski-chazottes@developpement-durable.gouv.fr

Référence : NEC / 13.104RP081

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à M. le Préfet de L'Aisne**

OBJET : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Société EVERBAL à Evergnicourt (02 190)
Garanties financières

REF. : Dossier de l'exploitant du 12 février 2014

Annexe 1 : Calcul du montant de référence des Garanties Financières

Pièces jointes : Projet de donné acte à l'exploitant

La Préfecture de l'Aisne a transmis à l'inspection des installations classées, pour avis sur la suite à donner, le dossier relatif aux garanties financières présenté par la société EVERBAL dont le siège social est situé 2, route d'Avaux à Evergnicourt (02 190), pour son site d'Evergnicourt (02 190)

L'objet de ce rapport est d'analyser le dossier de l'exploitant et de proposer les suites administratives qu'il convient d'y réserver à cette demande.



Activités de la DREAL en matière de
des industries, de véhicules, de
aménagement des politiques territoriales, de
gestion de la connaissance, de régimes
des transports, d'hygiène ainsi que de
maintien d'ouvrage des routes nationales

Horaires d'ouverture : 8h30-11h30 / 14h00-16h30

Tel : 33 (0)3 23 59 96 12 – fax : 33 (0) 3 23 59 96 10

47 avenue de Paris
02200 SOISSONS

1 - SITUATION ADMINISTRATIVE DE LA SOCIÉTÉ XXXX

La société EVERBAL exploite sur le territoire de la commune d'Evergnicourt (02 190) une usine de fabrication de pâte à papier, de papier d'impression-écriture à partir de fibres cellulosiques de récupération. Cette exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral n° 1190-IC/2008/006 du 14 janvier 2008

2 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

A) Présentation du dispositif de garanties financières

Depuis le 1^{er} juillet 2012, un nouveau dispositif de garanties financières entre en vigueur et exige des garanties financières pour la mise en sécurité des sites en fin d'exploitation dans le cadre de la protection de l'environnement.

En effet, la loi n° 76-663 du 16 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement avait introduit l'obligation de garanties financières pour la mise en activité de certaines installations classées. La loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est venu élargir leur champ d'application aux installations classées présentant des risques importants de pollution ou d'accident, définies par décret en Conseil d'État.

Le décret d'application de cette loi a été signé le 3 mai 2012 (n° 2012-633) et est relatif à l'obligation de constituer des garanties financières en vue de la mise en sécurité de certaines installations classées pour la protection de l'environnement.

Afin de mettre en œuvre cette réforme, trois arrêtés d'application ont été publiés au Journal officiel.

Ces arrêtés concernent :

- les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (arrêté signé le 31 mai 2012, publié au JO du 23 mai 2012)
- la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement (arrêté du 31 mai 2012 modifié par l'arrêté du 20 septembre 2013, publié au JO du 25 octobre 2013)
- les modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement (arrêté du 31 juillet 2012, publié au JO du 8 août 2012)

Les exploitants des installations concernées doivent présenter au préfet un document attestant de la constitution de garanties financières :

- pour les nouvelles installations entrant dans le champ d'application du texte (listes en annexes 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2012), avant la mise en activité de leur installation ;
- et, pour les installations existantes¹, avant le 1^{er} juillet 2014 (cf listes en annexes 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2012), ou avant le 1^{er} juillet 2019 (cf. liste en annexe 2 de l'arrêté du 31 mai 2012).

Quatre cas de figure sont susceptibles de se présenter :

1. Une ICPE existante : l'exploitant doit transmettre sa proposition de calcul au préfet au plus tard avant le 31 décembre 2013 ou le 31 décembre 2018 (selon sa rubrique et le cas échéant son seuil ; cf les annexes de l'arrêté du 31 mai 2012). Le montant de ses garanties financières sera fixé par arrêté complémentaire et la première tranche de ces garanties portant sur 20 % de son montant devra être effectivement constituée respectivement avant le 1^{er} juillet 2014 ou le 1^{er} juillet 2019

2. Une ICPE déjà autorisée au 1^{er} juillet 2012 mais pas encore mise en service : considérée comme une ICPE existante, l'exploitant devra donc transmettre sa proposition de calcul au préfet d'ici le 31 décembre 2013 ou le 31 décembre 2018 (selon sa rubrique et le cas échéant son seuil ; cf. les annexes de l'arrêté du 31 mai 2012). Le montant de ses garanties financières sera fixé par arrêté complémentaire comme pour le premier cas

¹ - Il faut entendre par « installation nouvelle » toute installation dont l'autorisation a été accordée au pétitionnaire après le 1^{er} juillet 2012, les autres étant considérées comme des installations existantes, y compris lorsqu'elles ont besoin d'un nouvel arrêté d'autorisation (c'est le cas notamment des installations faisant l'objet d'une modification substantielle ou lors de changement d'exploitant). Les modifications et extensions ne sont donc pas considérées comme des installations nouvelles et doivent commencer à justifier de leur garantie au 1^{er} juillet 2014 ou au 1^{er} juillet 2019.

3. Une ICPE dont le pétitionnaire a transmis la demande d'autorisation avant le 1^{er} juillet 2012 et qui est en cours d'instruction (y compris ceux devant passer en enquête publique) : cette installation est une ICPE nouvelle ;

4. Une nouvelle ICPE dont le pétitionnaire transmet son dossier de demande d'autorisation au préfet après le 1^{er} juillet 2012 : le pétitionnaire doit y intégrer sa proposition de calcul de garantie financière, conformément à l'article R. 512-5 du code de l'environnement.

B) Champ d'application des garanties financières

Les garanties financières concernent les installations soumises à autorisation au titre de l'article L.512-2 et les installations de transit, regroupement, tri ou traitement de déchets soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux.

La liste de ces installations (rubriques et seuils éventuels concernés) est annexée dans deux annexes à l'arrêté du 31 mai 2012.

Les installations devant commencer à constituer leurs garanties financières à partir du 1^{er} juillet 2012 regroupent des installations qui relèvent de la directive IPPC ou dont le retour d'expérience incite à une plus grande vigilance.

Les installations ne devant commencer à constituer leurs garanties financières qu'à partir du 1^{er} juillet 2017 sont également susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, mais ces pollutions sont moins significatives que les premières.

Sont exemptées les installations exploitées directement par l'État, de même que les installations dont le montant de garantie financière s'élève à moins de 75 000 euros TTC. Pour ces dernières installations, l'exploitant doit transmettre les éléments de calcul dans les mêmes délais que pour les autres installations. Dans la mesure où ces éléments montrent que ce seuil n'est effectivement pas dépassé, le préfet pourra en donner acte par simple courrier.

À noter que la règle du cumul est appliquée aux garanties financières, c'est-à-dire que le calcul concerne l'ensemble du site dès lors qu'une installation est concernée par une des rubriques visées dans l'arrêté fixant les installations soumises aux garanties financières.

C) Dates d'entrée en application et échéanciers de constitution des garanties financières

Les installations existantes sont mises en conformité avec l'obligation de constitution de garanties financières, soit à compter du 1^{er} juillet 2012, soit à compter du 1^{er} juillet 2017 (cf. listes des installations en annexe de l'arrêté « liste » du 31 mai 2012), avec un échéancier de 6 ans, porté à 10 ans en cas de consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.

L'échéancier prévoit une constitution de 20 % du montant initial de garantie dans un délai de deux ans (soit au 1^{er} juillet 2014 ou au 1^{er} juillet 2019), et une constitution supplémentaire de 20 % du montant initial par an pendant les quatre années restantes. Dans le cas d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et des consignations, la constitution initiale de 20 % dans un délai de deux ans est suivie d'une constitution supplémentaire de 10 % du montant initial de garantie par an pendant 8 ans.

D) La proposition de calcul des garanties financières

La proposition de calcul des garanties financières s'appuie :

- sur la méthode forfaitaire de calcul du coût des opérations de mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25, annexée à l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,
- ou sur la base d'une méthode de calcul forfaitaire propre à une branche professionnelle et approuvée par décision du ministre chargé des installations classées.

Cette méthode de calcul forfaitaire se fonde sur 6 paramètres :

1. montant des mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation
2. montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange
3. montant relatif à la limitation des accès au site
4. montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement
5. montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent
6. coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier

L'usage de cette méthode engendrera la fixation d'un coût moyen qui devrait faciliter les discussions entre l'exploitant et l'administration et permettre d'éviter le recours à des expertises lourdes et complexes.

Néanmoins, l'exploitant peut proposer un montant différent de garanties financières. Ce montant se base sur le mode de calcul prévu à l'annexe I de l'arrêté du 31 mai 2012 mais est adapté à la situation spécifique de l'exploitant sur un ou plusieurs des postes qui composent ce mode de calcul. Ces adaptations doivent être dûment justifiées.

En tout état de cause, la proposition de montant des garanties financières transmise au préfet par l'exploitant doit être accompagnée des valeurs et justifications techniques des différents paramètres pertinents ayant permis le calcul forfaitaire prévu dans l'annexe I ou dans l'accord de branche, ou du calcul spécifique proposé par l'exploitant.

Ces valeurs et justifications techniques incluent :

- la quantité maximale de déchets pouvant être entreposée sur le site prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ou d'autorisation simplifiée ou, à défaut, son estimation par l'exploitant qui sera ensuite prescrite
- et, en tant que de besoin, une étude sur le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines comportant le nombre de piézomètres à réaliser, leur implantation ainsi que la nature des paramètres à contrôler.

Les garanties financières s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement (installations Seveso seuil haut).

En revanche, le coût de mise en sécurité des installations déjà visées par des garanties financières prises en application des 1° et 2° du IV de l'article R. 516-2 du même Code, est exclu du montant de la garantie calculé en application du présent arrêté. De même, les mesures déjà mises en œuvre dans le cadre du fonctionnement normal de l'installation et qui contribuent à la mise en sécurité du site (par exemple les piézomètres de surveillance ou une clôture du site), à condition qu'elles soient toujours en bon état, ne sont pas comptabilisées dans le montant des garanties (mis à part le diagnostic).

En outre, les produits dangereux et déchets pouvant être vendus ou enlevés du site à titre gratuit compte tenu de l'historique de gestion des déchets ou des produits dangereux, de leurs caractéristiques et de leurs conditions de stockage et de surveillance, le coût unitaire à prendre en compte est égal à 0. Il revient à l'exploitant de prouver qu'il vend ou qu'il cède régulièrement les mêmes déchets (coûts du transport compris) pour qu'une valeur nulle puisse être accordée dans sa garantie financière.

Pour les installations déjà autorisées et/ou mises en service au 1^{er} juillet 2012, la proposition de montant des garanties financières est adressée au préfet au moins six mois avant la première échéance de constitution prévue dans l'arrêté fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du Code de l'environnement.

3 – OBJET DU DOSSIER DEPOSE

L'établissement EVERBAL comporte une ou plusieurs installations relevant des rubriques de la nomenclature des installations classées visées par l'arrêté du 31 mai 2012 modifié par l'arrêté du 20 septembre 2013, publié au JO du 25 octobre 2013 définissant la liste des installations concernées par ce dispositif. Il est concerné par la constitution de garanties financières en vue de la mise en sécurité en cas de cessation d'activité.

Par courrier en date du 12 février 2014, la société EVERBAL a communiqué à l'inspection des installations classées son appréciation sur l'application de ce dispositif à son établissement, ainsi que la date d'exigibilité des garanties financières pour celui-ci.

Par courrier en date du 12 février 2014, la société EVERBAL a présenté au Préfet sa proposition de montant de garanties financières, en application de l'arrêté du 31 mai 2012, relatif aux modalités de calculs.

Cette proposition est basée soit sur la méthode forfaitaire présentée en annexe de cet arrêté, soit sur une autre méthode proposée, accompagnée des éléments justificatifs nécessaires.

4 – ANALYSE DU DOSSIER

L'inspection des installations classées valide le montant des garanties financières calculé par la société EVERBAL et présenté en annexe 1 du présent rapport.

Pour le calcul du montant de référence des garanties financières, les valeurs suivantes sont utilisées :

- indice TP01 (index général tous travaux) de janvier 2014 (publié au J.O du 31/12/2013) : 703,9 ;
- taux de TVA en vigueur : 20 %.

	Caractéristiques	Valeur maximale
Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets	Q ₁ : quantité maximale de déchets dangereux présents sur le site	Huile souillée ; huile entière = 2 700 kg Chiffons souillés, filtres usagés, absorbants souillés = 600 kg Emballages vides souillés = 600 kg Aérosols vides = 9 kg Fioul usagé = 26 kg Pains de graisse = 72 kg Pots de résines = 39 kg Déchets liquide aqueux = 200 kg DNCS Boues = 11 870 kg Eau souillée = 4 300 kg
	Q ₂ : quantité maximale de déchets non dangereux présents sur le site	DIB = 88 740 kg Cendres = 41 600 kg Bois = 12 500 kg Boue station d'épuration = 191 430 kg
Suppression des risques d'incendie ou d'explosion, vidange et inertage des cuves enterrées de carburants	Nc : Nombre de cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange	0
	V : Volume des cuves	0
Interdictions ou limitations d'accès au site	P : Périmètre de la parcelle occupée par l'installation classée et ses équipements connexes	1 150 m
Surveillance des effets de l'installation sur son environnement	N : nombre de piézomètres installés	3
	h : profondeur des piézomètres	
	Superficie de la parcelle occupée par l'installation classée et ses équipements connexes	2 ha

Pour le site de la société EVERBAL, situé sur la commune d'Evergnicourt (02 190), le montant de référence des garanties financières s'élève à 69 218,38 euros (soixante-neuf mille deux cent dix-huit euros et trente-huit centimes) TTC.

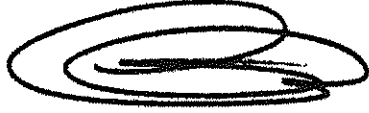


5 – CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

La société EVERBAL à Evergnicourt (02 190) est régulièrement autorisée au regard du Code de l'Environnement, et dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 1190-IC/2008/006 délivré le 14 janvier 2008.

Le dossier sur les garanties financières présenté par la société EVERBAL comporte l'ensemble des pièces mentionnées à l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Les éléments de calcul montrent que le seuil de 75 000 € n'est pas dépassé. Or les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières n'ont pas l'obligation de constituer leurs garanties financières lorsque leur montant calculé est inférieur à 75 000 € TTC.

Par conséquent, en vertu du 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral complémentaire fixant la quantité maximale de déchets dangereux autorisée sur le site exploité par la société EVERBAL et des dispositions relatives à la clôture.

Rédaction	Validation
Le Technicien Supérieur Principal du Développement-Durable  Walter GROCHATEAU	L'inspecteur de l'Environnement  Nathalie ESTKOWSKI-CHAZOTTES
Adopté et transmis	
P/Le Directeur et par délégation La Chef de l'unité territoriale de l'Aisne  Régine DEMOL	